

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 27/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Partie nominative

AXENS SA

89 Bd Franklin Roosevelt
BP 50802
92500 BUZENVAL

Affaire suivie par : Thibault LAURENT
Téléphone : 04 34 46 67 32
Courriel : thibault.laurent@developpement-durable.gouv.fr
Références :
Code AIOT : 0006601577

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/06/2024 de l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Thèmes de l'inspection :

- Prévention de la pollution des eaux
- Sobriété hydrique et efficacité énergétique

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Thibault LAURENT, Unité inter-départementale Gard-Lozère, inspecteur de l'environnement
- Kevin TOURNOIS, Unité inter-départementale Gard-Lozère

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Pierre PLANQUART, responsable HSE, Axens
- Maxime MONTILLET, directeur usine, Axens

- Laurent GRAS, responsable assistance technique, Axens
- Gilles CAUSSE, directeur développement industriel, Axens
- Florent GUIMBAUD, ingénieur énergie/environnement, Axens
- Vincent BOUVET, technicien méthode, Axens

Le courriel d'échange avec l'administration est pierre.planquart@axens.net.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
 L'inspecteur de l'environnement Thibault LAURENT	Cécile LEPAN cecile.lepan n <div> <div>Signature</div> <div>numérique de</div> <div>Cécile LEPAN</div> <div>cecile.lepan</div> <div>Date : 2024.06.28</div> <div>19:37:59 +02'00'</div> </div>	Cécile LEPAN cecile.lepan <div> <div>Signature</div> <div>numérique de Cécile</div> <div>LEPAN cecile.lepan</div> <div>Date : 2024.06.28</div> <div>19:37:08 +02'00'</div> </div>

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 26/06/2024 de l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous, il est nécessaire de: transmettre l'analyse des causes conduites sur les dépassements observés en nickel et présenter le plan d'actions correctives associés, mettre en place le registre des incidents de fonctionnement de la station de traitement PRESTO et formaliser l'analyse des mesures comparatives réalisées sur la surveillance de la qualité des effluents liquides pour l'année 2023.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019 article : 4.3.9
- **Mesures comparatives** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019 article : 11.1.2
- **Entretien et conduite** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019 article : 4.3.4

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXENS SA

89 Bd Franklin Roosevelt
BP 50802
92500 BUZENVAL

Références :
Code AIOT : 0006601577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

Thèmes de l'inspection :

- Prévention de la pollution des eaux
- Sobriété hydrique et efficacité énergétique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Valeurs limites d'émission des	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.9	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eaux résiduaires			
4	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 11.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Entretien et conduite	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance en continu émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 11.1.3	Sans objet
2	Valeurs limites de rejet en azote total	AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1	Sans objet
6	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 5	Sans objet
7	Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 2.1.1	Sans objet
8	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-64	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les premières échéances intermédiaires de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2023 visant à mettre en conformité ses rejets d'effluents liquides en azote. L'avancement des actions de mise en conformité doit lui permettre de respecter l'échéance finale fixée au 31/12/2024. Plusieurs non conformités ponctuelles en concentration sur le nickel dans les rejets d'effluents liquides ont été observées jusqu'au premier trimestre de l'année 2024. L'analyse des causes réalisée par l'exploitant lui a permis de mettre en œuvre des actions correctives pour retrouver la conformité à partir du début du mois de mai. Néanmoins le retour d'expérience de ces épisodes doit être renforcé notamment pour pallier les causes humaines mises en évidence et prévenir toute récurrence.

Certaines actions de sobriété hydrique mises en place lors des dernières années de sécheresse sont pérennisées ce qui se traduit par des baisses de consommations d'eau significatives, y compris dans un contexte de croissance de la production.

En matière d'efficacité énergétique et d'utilisation rationnelle de l'énergie, l'exploitant est certifié ISO 50 001 et a mis en place dans ce cadre un système de management de l'énergie. A ce titre, des objectifs de réduction des consommations d'énergie sont clairement définis et suivis de manière fine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance en continu émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 11.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Lorsqu'un dispositif de surveillance en continu des émissions est mis en place, celui-ci est installé, mis en œuvre et maintenu suivant les normes en vigueur. L'exploitant constitue un dossier justifiant que les caractéristiques du dispositif permettent de satisfaire aux exigences du programme de surveillance des émissions, et comprenant une attestation de l'installateur du bon fonctionnement de l'équipement à sa mise en service. L'exploitant met en place un programme de vérification de ces dispositifs conforme aux préconisations du fournisseur, et réalise a minima : • une vérification annuelle du bon fonctionnement, • un ré-étalonnage tous les 3 ans. Avant le 31 décembre 2019, Axens évalue pour les appareils de mesure en continu l'opportunité de les exploiter selon les normes NF EN ISO 14956 et NF EN 14181, et en appliquant les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) avec à une vérification annuelle (AST). Sur la base de cette évaluation l'exploitant propose à l'inspection des installations classées une procédure de vérification des dispositifs de surveillance en continu.

Constats :

L'inspection s'est attachée à regarder le cas de l'analyseur en continu de l'atelier CEVEN, qui permet notamment la mesure des paramètres suivants : COVT, CH₄, NO_x, CO, NH₃ et H₂O. En l'absence de certification QAL1 pour le paramètre COV, cet analyseur est suivi selon l'instruction de Maintenance SLD_MTN_IN_058_Système de gestion des équipements de mesure des émissions de polluants atmo_QAL s'appuyant sur la norme NF EN 14181.

Dans ce cadre, l'exploitant a présenté les conclusions du contrôle QAL2 réalisé sur cet analyseur en continu par un organisme accrédité COFRAC en avril 2024.

En outre, les résultats des contrôles au rejet d'octobre 2023 et avril 2024 réalisés par un organisme accrédité sur les cheminées de l'atelier CEVEN ont été présentés (émissaires 109 et 110) et ne montrent pas de non conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport QAL 2 ne met pas en évidence d'écart par rapport à la norme. Néanmoins sur les COV le rapport relève que la fonction d'étalonnage mise en œuvre est applicable sous réserve. L'exploitant doit expliciter la nature de ces réserves et préciser les actions mises en œuvre pour les lever.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites de rejet en azote total

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La société AXENS, dont le siège social est 89, boulevard Franklin Roosevelt - BP 50802 - 92 508 RUEIL MALMAISON CEDEX, est mise en demeure, avant le 31 décembre 2024, de respecter les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019 susvisé pour ce qui concerne la valeur limite d'émission en concentration en azote total sur les effluents liquides rejetés en fournissant sous un délai de : - 4 mois à compter de la notification du présent arrêté la présentation des mesures techniques qui seront mises en œuvre pour assurer la mise en conformité

Constats :

Par courrier daté du 21 mars 2024, l'exploitant a transmis les mesures techniques mises en œuvre pour assurer la mise en conformité des rejets en azote. Ces mesures s'appuient sur la mise en place :

- d'une installation de peroxyde d'hydrogène pour accroître l'efficacité de l'ozonation,
- de colonnes à charbons actifs après l'étape d'ozonation pour adsorber les molécules tensioactives résistantes.

Dans un premier temps, et pour assurer une mise en conformité totale avant le 31 décembre 2024, l'exploitant priorise la mise en place de deux colonnes à charbons actifs. Le démarrage de l'installation de peroxyde d'hydrogène est prévu en 2025 pour permettre de limiter la saturation des charbons et ainsi réduire la fréquence de remplacement.

Les commandes associées à la mise en œuvre des colonnes à charbon ont en majorité été passées (première livraison prévues en août).

L'exploitant planifie une fin des travaux fin novembre, cohérente avec l'échéance de l'arrêté de mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte, avant rejet des eaux résiduaires dans les installations du GIE Chimie, les valeurs limites en concentration et flux définies.

Constats :

L'inspection constate des dépassements ponctuels mais réguliers de la valeur limite en concentration sur le nickel, dont 6 ont dépassé le double de la valeur limite au 1er trimestre (jusqu'à 180 µg/L pour une valeur limite fixée à 50 µg/L). Ces dépassements en concentrations n'engendrent toutefois pas de dépassement systématique de la valeur limite en flux, aucun ne dépassant le double de la valeur limite. Ces dépassements en nickel en sortie de la station d'épuration interne, ne s'accompagnent pas en outre d'un dépassement de la valeur limite en concentration du rejet au milieu naturel aux bornes de la plateforme chimique (rejet du GIE Chimie).

A l'issue du premier trimestre, l'exploitant a réalisé une analyse des causes de ces dépassements pour mettre en place un plan d'actions. Certaines causes sont humaines (défaut d'injection du neutralisant par rupture de stock, modification d'une consigne pH), et d'autres techniques (opérations de nettoyage d'atelier, compétitivité des performances de la station avec le cuivre). Sur la base de cette analyse des causes un plan d'actions correctives a été bâti.

Depuis le 10 mai, les valeurs mesurées ne présentent plus de non-conformité sur ce paramètre. La pérennité de l'efficacité des actions correctives apportées restent à confirmer dans le temps, notamment en ce qui concerne le traitement des causes d'origine humaine.

Pour l'azote les valeurs en concentration mesurées sur le premier trimestre restent non conformes, au second trimestre une amélioration de la qualité des rejets sur ce paramètre est observée du fait de la mise en œuvre d'optimisations de fonctionnement de la station biologique (Stabilo). Depuis le 14 mai, les concentrations mesurées sont conformes en azote. Les flux quant à eux sont conformes depuis le début de l'année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'analyse des causes qu'il a réalisée sur les dépassements observés en nickel et présenter le plan d'actions correctives pour limiter l'occurrence des dépassements ponctuels en concentrations observés sur le nickel en sortie station PRESTO et assurer la conformité des rejets sur ce paramètre dans le temps.

En particulier, le plan d'actions présenté en séance doit être renforcé pour pallier les causes humaines mises en évidence, notamment en ce qui concerne l'organisation avec le GIE Chimie qui

opère la station pour prévenir les ruptures de stocks de certains neutralisants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 11.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
Constats : <p>La dernière mesure comparative par un organisme tiers accrédité a été réalisée en août 2023 par EUROFINs. Néanmoins l'analyse comparative des mesures n'a pas été produite formellement en 2023.</p> <p>Celle conduite en 2022 a toutefois été présentée. Celle-ci n'avait pas mis en évidence d'écarts significatifs à l'exception d'écarts relevés sur le zinc et l'arsenic. Après plusieurs analyses croisées, l'exploitant a établi une note datée de juin 2024 mettant en évidence que le laboratoire d'Axens a tendance à surdoser systématiquement ces paramètres. Une recherche des causes a été conduite, et montre que cet écart est lié à l'appareil utilisé par le laboratoire d'Axens qui ne peut pas fournir d'analyse plus précise (proche de la LQ). L'exploitant a donc planifié l'achat d'un nouvel appareil de mesure.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fournira formellement l'analyse comparative sur la base de la campagne comparative réalisée en 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Entretien et conduite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation</p>

<p>initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre des incidents de fonctionnement de la station de traitement des eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le registre prescrit doit être mis en place pour assurer la traçabilité des incidents de fonctionnement, y compris s'ils n'entraînent pas de non-conformité au rejet, pour les exploiter en termes de retour d'expérience et de définition d'actions correctives pour prévenir les récurrences. En particulier, sur cette base, l'exploitant doit définir une organisation pour assurer la fiabilité de la fourniture de la station en réactifs en quantité suffisante, à l'origine de plusieurs non-conformités du rejet sur le nickel au premier trimestre de l'année.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Prélèvements d'eau autorisés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan d'actions de réduction des consommations précisant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures mises en œuvre sur ses installations lors du déclenchement des mesures d'urgence, - leurs modalités d'application, - les conditions de reprise, - les gains de réduction des consommations attendus pour chacune des mesures proposées. <p>À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents, - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. En particulier l'exploitant évalue dans ce cadre la possibilité de réviser le seuil de référence défini à l'article 3 (650 m³/j) sur la base d'une actualisation des consommations d'eau en période normale d'activité. <p>Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau. Il peut être établi à l'échelle de la plateforme chimique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'année 2023 a été marquée par une importante durée de la période de sécheresse, les restrictions s'étant étalées du 7 avril 2023 (alerte) au 2 novembre 2023, avec des passages en crise</p>

pendant l'été. Le bilan de la période est établi à l'échelle de la plateforme chimique par le GIE Chimie.

Axens a consommé, en 2023, 170 209 m³ d'eau prélevés dans la Cèze contre 222 167 m³ en 2019 soit une réduction des consommations de 23 % en cinq ans. Les réductions des consommations observées en 2023 sont liées à la durée importante de la période de sécheresse durant laquelle les restrictions de consommations ont été mises en œuvre. Des actions pérennes de sobriété hydrique sont également déployées (notamment recyclage des eaux en sortie de la station interne de traitement des eaux, via un post traitement par osmose inverse, qui a permis d'économiser 1630 m³ d'eau).

En 2024, la consommation moyenne d'eau s'établit à 450 m³/j du fait de la pérennisation de certaines mesures sécheresse mises en place en 2023. En situation de production soutenue, le prélèvement s'élève à environ 620 m³/j. Pour mémoire en 2023, la consommation en période normale d'activité s'élevait à 650 m³/j.

Le plan d'actions actualisé de réduction des consommations a été présenté. Certaines actions liées à la sécheresse 2023 ont été pérennisées (optimisation de l'abattage des poussières de certains ateliers). Parmi les actions importantes, le plan d'actions s'appuie en particulier sur la pérennisation du dispositif de recyclage des eaux de la station d'épuration interne par osmose inverse (gain visé de 150 m³/j). Parmi les autres actions envisagées :

- réutilisation des eaux du bassin de Ségoussac,
- étude technico-économique de substitution des TAR par des groupes froids,
- revalorisation de l'humidité présente dans certains effluents gazeux,
- réutilisation des eaux de la colonne de stripping,
- substitution de l'utilisation de l'eau déminéralisée par de l'eau potable industrielle.

L'exploitant a mis en place un suivi des consommations journalières d'eau chaîne par chaîne pour identifier et prévenir les éventuelles dérives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour l'utilisation rationnelle de l'énergie

Constats :

Pour limiter les consommations énergétiques, Axens s'inscrit dans le cadre de la certification ISO 50 001 relative au management de l'énergie qui propose des modalités pratiques visant à réduire la consommation d'énergie par la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie (SME).

Les principaux axes mis en œuvre sont les suivants :

- assurer un comptage des consommations juste, au plus proche des utilisations,
- assurer le pilotage des énergies,
- réduire les consommations (maîtrise opérationnelles, investissement sur des solutions innovantes, rénovation de l'existant, maintenance préventive/prédictive).

En 2023 la consommation totale d'énergie du site s'élève à 133 GWh.

L'objectif d'Axens est de diminuer de 1,5 % par an sa consommation spécifique (Wh/t) en utilités (vapeur, électricité, gaz naturel et air comprimé), d'atteindre une consommation d'eau inférieure à 210 000 m³/an à horizon 2024 (objectif déjà atteint), de réduire de 30 % des émissions de gaz à effets de serre (GES) à horizon 2030 par rapport à 2019.

Pour suivre les indicateurs des compteurs sont mis en place par atelier sur gaz, vapeur et électricité. Au total 116 compteurs sont déployés pour suivre les consommations sur ces utilités

sur le site.

L'indicateur est défini par un rapport entre une quantité d'énergie consommée par tonne de produit fini et une quantité d'énergie consommée de référence. En 2023 la cible cumulée définie à 92 % a été respectée avec un indicateur cumulé atteint à 90 %.

Les principales actions d'économie d'énergie réalisées ou en cours sont les suivantes :

- régulation du débit d'air de dilution en fonction de la productivité, ce qui a permis de réduire de 3 % la consommation de gaz de l'usine
- réduction du débit de vapeur,
- mise en place de calorifuges,
- réfection de colonnes de production,
- recyclage de condensats,
- recyclage du gaz d'un four.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-64

Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie

Prescription contrôlée :

Dans l'attente de conclusions sur les meilleures techniques disponibles, les meilleures techniques disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 6 janvier 2011 valent conclusions sur les meilleures techniques disponibles

Constats :

En tant qu'établissement IED les installations exploitées par Axens et situées dans le périmètre d'application de la directive sont concernées par le champ d'application du BREF transverse ENE relatif à l'efficacité énergétique datant de 2010.

La certification ISO 50001 mise en œuvre par Axens correspond à la mise en œuvre d'un système de management de l'efficacité énergétique, qui constitue une meilleure technique disponible. Ainsi un cadre d'exigence est défini pour :

- Fixer des cibles et des objectifs pour mettre en œuvre cette politique
- S'appuyer sur des données pour mieux comprendre les problèmes liés à la consommation d'énergie et prendre des décisions pour y remédier
- Mesurer les résultats
- Examiner l'efficacité de la politique
- Améliorer en continu le management de l'énergie.

Le renouvellement de cette certification est intervenu en 2022.

Une politique de direction en matière de management de l'énergie est mise en place. Dans ce cadre 8 objectifs sont définis, pour lesquels des cibles et des actions sont suivies. Les actions font l'objet d'un pilotage avec des revues périodiques et des revues de direction qui sont alimentées par le suivi des indicateurs et les résultats des audits.

De manière mensuelle, les consommations sont analysées unité par unité, utilité par utilité, pour s'assurer que les cibles individuelles sont atteintes, analyser les écarts voire pérenniser les bonnes pratiques si les cibles sont dépassées.

L'exploitant procède également à des audits du fournisseur d'énergie (GIE Chimie) et déploie des indicateurs permettant aux opérateurs de visualiser de manière dynamique les niveaux de consommations énergétiques et ainsi identifier les éventuelles dérives.

En termes de métrologie l'exploitant définit un plan de maintenance pour le suivi des compteurs permettant de mesurer les quantités consommées.

La politique en vigueur est définie de manière pluriannuelle jusqu'en 2024, elle va prochainement être révisée pour la période suivante 2025-2028.
Le dernier audit de surveillance a été conduit en 2023. Cet audit ne met en évidence aucune non-conformité. Les quelques points sensibles et pistes d'amélioration sont pris en compte dans un plan d'actions par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite